

The New York Times

Le Japon cache les données de contamination, en laissant les personnes évacuées en danger

Reportage de Norimitsu Onishi à Fukushima, et de Martin Fackler à Tokyo.

Contribution de Ken Belson et Kantaro Suzuki à Tokyo

FUKUSHIMA, Japon - Le lendemain du jour où un tsunami géant provoqua un désastre permanent à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, des milliers d'habitants de la ville voisine de Namie se sont rassemblés pour évacuer.

En l'absence de directives de Tokyo, les élus de la ville ont dirigé les habitants vers le nord, en espérant que les vents d'hiver souffleraient vers le sud en entraînant les émissions radioactives. Pendant trois nuits, alors que des explosions d'hydrogène de quatre réacteurs dispersaient des radiations dans les airs, ils demeurèrent dans le district de Tsushima, où les enfants jouaient dehors et où certains parents utilisaient l'eau d'une montagne pour cuire leur riz.

Les vents, en fait, ont soufflé directement vers Tsushima - et les élus de la ville apprirent deux mois plus tard que c'est exactement ce qu'un système informatique gouvernemental, programmé pour prévoir le déplacement des rejets radioactifs, avaient prévu.

Mais les prévisions météorologiques n'ont pas été publiées par les bureaucrates de Tokyo, suivant une culture qui cherche à éviter les responsabilités, et par-dessus tout, les reproches. Les dirigeants politiques, japonais tout d'abord, ignoraient l'existence de ce système, puis ont minimisé les données, apparemment de peur d'avoir à accroître de manière significative la zone à évacuer - et à admettre l'importance de l'accident.

“Du 12 au 15, nous étions dans une zone subissant le plus haut niveau de radiations,” dit Tamotsu Baba, le maire de Namie, qui se trouve à environ 8 km de la centrale. Il vit maintenant, avec des milliers d'habitants de Namie dans des habitations de fortune, dans une autre ville, Nihonmatsu. “Nous sommes extrêmement inquiets à propos de l'exposition aux radiations internes.”

La rétention d'information, dit-il, est en quelque sorte “un meurtre”.

Dans des interviews et des déclarations publiques, plusieurs membres actuels et anciens membres du gouvernement ont admis que les autorités japonaises dans un processus de rétention des informations alarmantes et de négation des faits du désastre nucléaire - dans le but, selon certains, de limiter l'ampleur d'une évacuation coûteuse et perturbatrice dans un Japon où la place est comptée, et pour éviter une remise en question publique de l'industrie nucléaire politiquement puissante. Alors que la centrale continue à émettre des radiations, dont une partie s'est introduite dans la nourriture de la nation, la colère publique grandit contre ce que beaucoup ici considèrent comme une campagne officielle pour minimiser l'ampleur de l'accident et les risques potentiels pour la santé.

Seiki Soramoto, un législateur et ancien ingénieur nucléaire, auquel le premier ministre Naoto Kan a demandé son avis pendant la crise, reproche au gouvernement d'avoir caché les prévisions météorologiques du système informatique, connu comme System for Prediction of Environmental Emergency Dose Information (Système pour la Prédiction d'Urgence Environnementale et d'Information sur les Doses), ou SPEEDI.

“Finalement, c'est le bureau du premier ministre qui a caché les données de SPEEDI”, a-t-il dit. “Parce qu'ils ignoraient ce que ces données signifiaient, et donc ils ne savaient pas ce

qu'il fallait rendre publique, ils ont pensé uniquement à leur propre sécurité, et ont donc décidé qu'il était plus facile de ne rien divulguer”.

Dans une interview, Goshi Hosono, le ministre chargé de gérer la crise nucléaire, a nié les accusations selon lesquelles des considérations politiques ont retardé la publication des premières données de SPEEDI. Il a affirmé qu'elles n'ont pas été publiées parce qu'elles étaient incomplètes et imprécises, et qu'on ne lui a présent ces données pour la première fois que le 23 mars.

“Et ce jour-là, nous les avons rendues publiques”, dit Mr. Hosono, qui était l'un des plus proches conseillers du premier ministre dans les premiers jours de la crise, avant d'être nommé ministre en charge de la catastrophe nucléaire. “Et avant ça, je ne suis pas sûr moi-même. Dans les jours qui ont précédé, alors qu'il s'agissait d'une question de vie ou de mort pour la nation japonaise, je n'étais pas concerné par ce qui se passait avec SPEEDI”.

Les prévisions météorologiques du système informatique sont une partie de nombreuses autres informations que le gouvernement a tout d'abord caché au public.

La fusion de trois des six réacteurs de Fukushima Daiichi est restée cachée pendant des mois. Dans une des plus choquantes déclarations, des régulateurs nucléaires ont dit au début Juin que des inspecteurs avaient trouvé du tellurium 132, que les experts considèrent comme la preuve de la fusion d'un réacteur, une journée après le tsunami - mais n'ont rien dit au public pendant presque trois mois. Pendant des mois après le désastre, le gouvernement a sans cesse changé d'avis sur le niveau de radiations admissible dans les cours d'école, provoquant confusion et anxiété quant à la sécurité des élèves ici à Fukushima.

Trop tard

Le timing de plusieurs aveux - arrivant fin mai et début juin, quand les inspecteurs de l'AIEA ont visité le Japon et juste avant que le Japon n'ait projeté de fournir un rapport sur l'accident à la conférence de l'AIEA - suggère aux détracteurs que l'establishment nucléaire japonais devenait honnête uniquement parce qu'il ne pouvait plus cacher l'ampleur de l'accident. Le 4 juillet, l'Association pour l'Energie Atomique japonaise, un groupe de spécialistes et de cadres dans le domaine nucléaire, dit: “Il est extrêmement regrettable que cette sorte d'information importante n'ait été livrée au public que trois mois après les faits, et seulement en tant que document pour une conférence outre-mer”.

Le groupe a ajouté que les autorités devaient encore divulguer des informations comme le niveau d'eau et la température dans l'enceinte du réacteur, ce qui fournirait une image plus juste des dommages. D'autres experts disent que le gouvernement et Tokyo Electric Power Company, ou TEPCO, doivent encore publier les données de la centrale, ce qui pourrait éclairer sur la réalité des affirmations officielles selon lesquelles le système de refroidissement a été endommagé uniquement par le tsunami de 15m de haut, ou si les dégâts du tremblement de terre ont aussi joué un rôle, une découverte qui pourrait semer le doute au sujet de la sécurité d'autres centrales installées dans des pays aussi actifs dans le domaine sismique que le Japon.

Le gouvernement persiste à dire qu'il n'a pas sciemment mis le public en danger.

“Par principe, le gouvernement n'a jamais agi dans le sens de sacrifier la santé ou la sécurité de la population”, a déclaré Mr. Hosono, le ministre en charge de la catastrophe nucléaire.

Ici dans la capitale de la préfecture, ou ailleurs, des ouvriers déblaient la surface du sol contaminé par des particules radioactives de la centrale dans les cours d'école. Des dizaines de milliers d'enfants sont maintenus à l'intérieur des écoles en cet été chaud, et certains portent même des masques, même avec les fenêtres fermées. Beaucoup vont bientôt porter des dosimètres individuels pour surveiller leur exposition aux radiations.

A l'école élémentaire n°4 ici, des élèves étaient récemment en train de jouer au shogi et au go, jeux de société traditionnels, à l'intérieur. Nao Miyabashi, 11 ans, dont la famille s'est

réfugiée ici de Namie, dis qu'elle avait peur des radiations. Elle a essayé de ne pas être surprise par la pluie. Elle se gargarise et se lave les mains aussitôt quelle rentre à la maison. "J'aimerais jouer dehors", dit-elle.

Environ 45% des 1080 enfants dans les trois communautés de Fukushima, contrôlés fin mars ont été trouvés positifs pour une contamination thyroïdienne, d'après une révélation gouvernementale récente, qui ajoutait que les niveaux étaient trop bas pour nécessiter un examen plus approfondi. De nombreux experts, au Japon et hors du Japon, mettent en doute les affirmations du gouvernement, mettant en avant qu'à Tchernobyl, tous ceux qui ont développé un cancer de la thyroïde étaient des enfants vivant à proximité de la centrale lors de l'accident.

Des critiques, tant à l'intérieur qu'en dehors de l'administration Kan estiment qu'une partie de cette contamination aurait pu être évitée si les autorités avaient publié les données plus tôt. Le 15 mars dans la soirée, Mr. Kan appela Mr. Soramoto, designer de centrales nucléaire pour Toshiba, pour lui demander son aide dans la gestion de la crise qui s'intensifiait. Mr. Soramoto improvisa un groupe consultatif, qui incluait son ancien professeur à l'Université de Tokyo, Toshiso Kosako; un des meilleurs experts japonais dans la mesure des radiations. Mr. Kosako, qui a étudié la réponse soviétique à la crise de Tchernobyl, dit être surpris du peu de choses que les responsables dans le bureau du premier ministre connaissaient sur les ressources à leur disposition. Il avisa rapidement le premier secrétaire du cabinet, Yukio Edano, d'utiliser SPEEDI, qui utilisait des mesures d'émanations radioactives, ainsi que des données topographiques et météorologiques, afin de prévoir où les particules radioactives pourraient arriver après avoir été relâchées dans l'atmosphère.

SPEEDI a été créé dans les années 1980, pour faire au sujet des dispersions des radiations des prévisions qui, si l'on en croit les manuels de désastre nucléaire du bureau du premier ministre, étaient supposées être à la disposition des autorités locales pour guider les évacuations loin des retombées radioactives.

Et bien entendu, SPEEDI a craché des cartes et autres données toutes les heures dès les premières heures après le tremblement de terre et le tsunami. Mais le Ministère de l'Éducation n'a pas transmis les données au bureau du premier ministre, parce que, a-t-il dit, l'information était incomplète. Le tsunami avait détruit des capteurs à la centrale: sans les données sur les quantités de radiations émises, il était impossible d'évaluer jusqu'où la trainée radioactive s'étendrait.

"N'ayant pas connaissance du niveau réel des rejets, nous ne pouvions pas prendre la responsabilité d'ordonner des évacuations", a déclaré Keiji Miyamoto, de la division de sûreté nucléaire du Ministère de l'Éducation, qui gère SPEEDI.

Le gouvernement s'était initialement résolu à tracer des cercles autour de la centrale, en évacuant toute personne se trouvant dans un rayon de, tout d'abord de 3km, puis 10km et enfin 20km, agrandissant les cercles au fur et à mesure que l'étendue du désastre devenait plus claire.

Mais même avec des données incomplètes, Mr. Kosako dit qu'il a poussé le gouvernement à utiliser SPEEDI en faisant des estimations quant aux quantités de radiations émises, ce qui aurait permis d'obtenir des cartes utilisables pour orienter les plans d'évacuation. En réalité, c'est précisément ce qu'a fait le ministère, faisant des simulations des émissions de radiations sur les ordinateurs de SPEEDI. Quelques-unes des cartes montrent clairement un nuage de contamination nucléaire s'étendant au nord-ouest de la centrale, au-delà des zones initialement évacuées.

Toutefois, a dit Mr. Kosako, le bureau du premier ministre a refusé de publier les résultats, même après avoir été mis au courant de SPEEDI, parce que les officiels ne voulaient pas prendre la responsabilité d'évacuations coûteuses, au cas où plus tard leurs estimations seraient remises en question.

Une zone d'évacuation plus large aurait signifié déraciner des centaines de milliers de personnes, et leur trouver une place pour vivre dans un pays déjà surpeuplé. Entre autres choses, dans les premiers jours après le tremblement de terre, les routes étaient bloquées, et les trains ne circulaient pas. Ces considérations ont décidé le gouvernement à limiter les évacuations aux 80000 personnes déjà déplacées des zones autour de la centrale et aussi à éviter les paiements compensatoires pour de nouveaux évacués, selon des officiels actuels et passés interviewés.

Mr Kosako dit que les principaux conseillers du premier ministre ont ignoré de manière répétée ses demandes frénétiques de rendre publiques les cartes de SPEEDI, et il démissionna en avril par peur de voir des enfants exposés à de dangereux niveaux de radiation.

Quelques conseillers du premier ministre répondent que le système n'était pas très utile pour prédire la direction du nuage radioactif. Shunsuke Kondo, qui dirige la Commission de l'Energie Atomique, un organisme de conseil au sein du bureau, dit que les cartes produites par SPEEDI dans les premiers jours étaient illogiques, et changeaient plusieurs fois par jours en fonction de la direction du vent.

“Pourquoi publier quelque chose si ce n'était pas utile?” dit Mr. Kondo, également professeur d'ingénierie nucléaire à l'Université de Tokyo. “Quelqu'un sur le sol de Fukushima, regardant la direction du vent, en aurait su tout autant”.

Mr. Kosako et d'autres, toutefois, affirment que les cartes de SPEEDI auraient été extrêmement utiles dans les mains de quelqu'un qui aurait su faire le tri dans les données du système. Il dit que les lectures de SPEEDI étaient tellement complexes, et certaines prédictions de déploiement de la contamination tellement alarmantes, que trois différentes agences gouvernementales - le Ministère de l'Education et les deux régulateurs nucléaires L'agence de sûreté nucléaire et industrielle et la Commission de Sûreté Nucléaire - se passaient les données l'une l'autre, comme une patate chaude, aucune d'entre elles ne voulant accepter la responsabilité de ces résultats.

Dans les interviews, les officiels du ministère et des agences pointent le doigt, affirmant que l'autre agence était responsable de SPEEDI. La direction de la commission a refusé d'être interviewée

Mr. Baba, le maire de Namiedit que si les données de SPEEDI avaient été disponibles plus tôt, les habitants de la ville auraient naturellement choisi de fuir vers des zones plus sûres.

“Mais nous n'avons pas eu les informations”, dit-il. “C'est frustrant”.

Les évacués qui résident maintenant dans des préfabriqués provisoires à Nihonmatsu disent que, croyant être en sécurité à Tsushima, ils n'ont pris que peu de précautions. Yoko Nozawa, 70 ans, dit qu'à cause du manque de toilettes il a fallu recourir à des fosses dans le sol, où des doses de radiations étaient vraisemblablement plus importantes.

“Nous étions au plus mauvais endroit, mais ne le savions pas”, dit Mme Nozawa. “Les enfants jouaient dehors”.

Un voisin, Hiroyuki Oto, 31 ans, dit qu'il travaillait à la centrale pour un sous-traitant de TEPCO au moment du tremblement de terre, et que maintenant il était dans un logement temporaire, avec son épouse et trois jeunes enfants, après être resté également à Tsushima.

“Les effets peuvent apparaître seulement dans des années”, dit-il à propos des l'exposition aux radiations. “J'ai peur pour mes enfants”.

Graines de défiance

Mr Hosono, le ministre en charge de la gestion de la crise nucléaire, a dit que certaines informations, incluant les données de SPEEDI, ont été cachées par peur de “créer une panique”. Dans une interview, Mr. Hosono - qui maintenant tient des conférences quasi-quotidiennes avec les responsables de TEPCO et les régulateurs nucléaires - dit que le gouvernement a “changé son mode de pensée”, et essaye de publier les informations aussi vite que possible.

Les critiques, ainsi que le public sceptique toujours plus nombreux, ne sont guère convaincus. Ils comparent les réponses avec l'affaire Minamata dans les années 1950, un scandale national dans lequel les bureaucrates et les responsables industriels ont fait collusion pour protéger la croissance économique en cachant le fait qu'une usine chimique déversait du mercure dans la baie de Minamata, à l'ouest du Japon. Le mercure a provoqué des maladies neuroleptiques chez des milliers de personnes vivant dans cette région et a été mis en évidence par des photos émouvantes de victimes atteintes.

“S'ils voulaient protéger la population, ils devaient publier l'information immédiatement”, dit Reiko Seki, un sociologue à l'Université de Rikkyo à Tokyo, et un expert du camouflage de l'affaire de Minamata. “Malgré l'expérience de Minamata, ils n'ont pas publié SPEEDI”.

A Koriyama, une ville à environ 60km à l'ouest de la centrale, un groupe de parents annonce qu'ils ont cessé de croire aux propos rassurants du gouvernement, et ont récemment fait quelque chose d'impensable dans une zone conservatrice et rurale: Ils ont attaqué en justice. Bien que leur raison officielle soit d'obliger Koriyama à déplacer leurs enfants dans une zone moins dangereuse, leur but réel est de dénoncer la gestion nationale des évacuations et la crise de santé publique

Après le désastre nucléaire, le gouvernement a relevé la limite légale d'irradiation à 20 millisieverts par an pour les individus, y compris les enfants - les autorisant ainsi à continuer à vivre dans des zones dont ils auraient été évacués selon l'ancien standard. La limite a été ramenée plus tard à 1 millisievert, mais seulement pour les enfants à l'intérieur des bâtiments scolaires.

L'avocat des plaideurs, Toshio Yanagihara, dit que les autorités retenaient les informations pour détourner l'attention des conséquences sanitaires de l'accident, qui ne deviendront évidentes que dans plusieurs années.

“Etant donné que les effets n'apparaîtront pas immédiatement, ils pourront dire plus tard que la cigarette ou le café provoquent le cancer”, dit-il.

Le gouvernement japonais envisage de contrôler sur le long terme la santé des résidents de Fukushima, et de prendre les mesures appropriées dans le futur, affirme Yasuhiro Sonoda, un législateur et secrétaire parlementaire du cabinet. Le maire de Koriyama, Masao Hara, dit qu'il ne croit pas que le standard d'irradiation gouvernemental soit dangereux. Il ajoute qu'il était “irréaliste” d'évacuer les 33000 élèves d'école élémentaire et junior.

Mais Koriyama est allée plus loin que les décisions gouvernementales, en décapant la surface du sol de ses écoles avant les directives nationales, et imposant des standards d'inspection plus stricts que ceux mis en place par les services officiels d'éducation du pays.

“Le peuple japonais, après tout, a un haut niveau de connaissance”, dit le maire, “donc il me semble que l'information devrait être délivrée correctement et rapidement afin que le peuple puisse juger, spécialement ici à Fukushima”.